

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 34

Été 2016

Université de Strasbourg : Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA).

Editorial - Ouvrons les débats ! de Michel Dévoluy, Université de Strasbourg, BETA

Il est devenu insupportable d'entendre, de façon lancinante, que les Européens sont rétifs à l'Europe, alors que les élites ont tout compris, mais ne sont pas suivies. Ce que les élites passent sous silence, c'est que les responsables politiques nationaux perdraient, avec l'Europe politique, une partie de leurs pouvoirs : ils scieraient donc un peu la branche sur laquelle ils

Sommaire

La trappe de la dette grecque et les échecs de la gouvernance financière internationale

Aristomene Varoudakis.....3

La politique d'assouplissement quantitatif : limites et alternative

Gilbert Koenig.....9

Le détachement des travailleurs dans l'Union européenne : A travail égal, salaire égal ?

Damien Broussolle.....17

Les conséquences de l'austérité sur le niveau de vie des chômeurs dans le sud de l'Europe

Benoît Dicharry, Isabelle Terraz.....25

Zone euro : Le changement dans la continuité

Michel Dévoluy.....31

sont assis. Ce que les élites ne disent pas, c'est que l'absence d'Europe politique entretient, à l'abri des votes, une concurrence libre et non faussée et des politiques d'austérités qui favorisent un dumping salarial, social et fiscal néfaste aux salariés, aux petites entreprises et à l'équilibre social : les grands groupes et les grandes entreprises s'accommodent très bien du statut quo actuel.

Mais il ne suffit pas de dénoncer les non-dits des élites pour légitimer l'Europe. Soit nous voulons une Europe qui fonctionne démocratiquement dans l'intérêt de ses citoyens, soit nous décidons,

comme les britanniques, de revenir aux États-nations. L'entre-deux, que nous connaissons aujourd'hui, est délétère et conduit à accroître les désenchantements et les frustrations. Encore faut-il ici nettement distinguer la zone euro, qui nécessite un haut degré d'intégration, du reste de l'Union.

Rappeler aux citoyens les bienfaits de la paix et des politiques européennes communes ne suffit plus. Pour avancer, il faut prouver que s'arc-bouter sur les souverainetés nationales est une vision obsolète. Dans un monde globalisé, incertain, rude et dangereux, l'union fait la

force. Nous ne sommes plus au 19^e, ni même au 20^e siècle. Désormais, aucun État européen ne comptera, tout seul, face aux mastodontes économiques et démographiques. Très concrètement, faire l'Europe, c'est reconnaître l'intérêt et la nécessité de transférer un pouvoir démocratique significatif à un niveau fédéral. Mais pourquoi faire précisément ? Pour que la zone euro ne soit pas gérée par des règles et des experts, mais par un gouvernement démocratiquement élu (ce qui implique la fin des guerres fiscales et sociales entre les États). Pour que l'Europe protège d'un commerce international débridé porté par la cupidité (nous devons défendre un modèle social fier de sa solidarité). Pour que l'Europe possède une défense unique et forte dans la géopolitique mondiale (ce qui implique une politique étrangère unique). Pour que l'Europe ait une politique d'immigration et de protection unique à ses frontières (ce qui implique un corps unique de douaniers). Pour que l'Europe finance et gère de grands projets novateurs, motivants et structurants qui répondent aux enjeux écologiques et environnementaux (ce qui implique des impôts européens en substitution d'impôts nationaux). Bref, pour que l'Europe cesse d'être surtout un espace de libertés économiques mais devienne l'exemple d'un continent apaisé, porté par des valeurs morales et sociales. Les souverainetés nationales ne sont pas indépassables et la mondialisation financière et les guerres économiques ne sont pas des fatalités : place à la politique. Ouvrons tous ces débats au plus vite et nous verrons alors si l'Europe fédérale, pour ce qui concerne naturellement la seule zone euro, est, ou non, notre avenir. La nette distinction entre la zone euro et les autres membres de l'Union permettrait de sortir par le haut de la crise actuelle. Les divorces brutaux entraînent des rancœurs durables et néfastes. Profitons du référendum britannique pour nous engager résolument dans une Europe recalibrée. On pourrait alors, calmement, construire l'Europe du marché commun avec les britanniques et l'Europe fédérale pour la zone euro. On aurait ainsi deux concessions constructives : les britanniques s'engageant à ne pas s'immiscer dans la vie de la fédération et leurs partenaires acceptant d'interpréter leur « non » comme l'ouverture vers une Europe à deux cercles.